

D. Rapport de minorité de M^{me} Maria Pérez sur le projet de budget 2017.

L'élaboration du budget 2017 de la Ville de Genève se déroule dans un contexte doublement particulier cette année.

Tout d'abord et par-delà le clivage gauche-droite habituel de notre hémicycle, il y a cet accord contre nature entre plusieurs partis présents au gouvernement cantonal visant à construire un front le plus large possible pour faire passer auprès de la population la troisième réforme de la fiscalité des entreprises, ce qui contamine évidemment l'exercice auquel nous sommes astreints aujourd'hui en Ville de Genève, les mêmes partis y étant représentés.

L'enjeu crucial de cette journée n'est donc pas à examiner uniquement à l'aune de l'élaboration d'un budget 2017 cohérent avec la politique d'un exécutif majoritairement de gauche qui verrait entraver son action par un parlement à majorité de droite. Il faut l'envisager du point de vue de la pseudo-trêve négociée entre certains partis gouvernementaux visant à paralyser toute action politique pendant cinq ans, avec l'objectif commun à ces partis, soit le Parti socialiste, les Verts, le Parti démocrate-chrétien, le Parti libéral-radical et le Mouvement citoyens genevois, de faire avaler l'amère pilule d'une réforme fiscale qui assèchera les finances publiques à hauteur de 500 millions dont 60 millions pour la seule Ville de Genève et entamera donc durement la mission de celle-ci auprès des citoyens, entraînant à court terme des coupes inévitables dans le service public, ce qui signifie des licenciements, des baisses ou suppressions de prestations publiques, la détérioration des conditions de travail et donc une détérioration du cadre de vie que nous connaissons d'une Ville de Genève jusqu'à aujourd'hui axée sur la solidarité, la culture, le lien social et la diversité.

D'une part, il y a l'Entente élargie qui souhaite que le Conseil administratif respecte une feuille de route qu'il souhaite imposer pour cette législature, en invoquant le changement de majorité, et qui demande des baisses de charges à hauteur de 10 à 15 millions chaque année pour absorber le choc de la perte de 60 millions conséquemment à l'application de la RIE III. Il y a douze mois exactement, la droite s'est d'ailleurs exercée à l'application d'une première série de coupes en s'y cassant les dents, les habitants de la Ville de Genève ayant clairement refusé dans les urnes qu'on touche à la qualité des prestations publiques et au cadre de vie que leur offre Genève. Je le rappelle ici: nous avons gagné des référendums contre des coupes de la part de la droite à hauteur de 8 millions. Nous avons gagné. Pourquoi? Contrairement à l'argument avancé par les uns et les autres à propos d'une concurrence fiscale intercantonale qui ferait fuir les entreprises dans le canton de Vaud si l'on ne consentait pas à un cadeau fiscal faramineux, les entreprises internationales et leurs employés choisissent Genève

aussi pour la qualité de vie et les services publics dont ils disposent en venant s'installer ici.

D'autre part, nous avons aujourd'hui un Conseil administratif à prétendue majorité de gauche, paralysé et résigné à accepter une réforme aussi brutale qu'injuste pour les citoyennes et citoyens genevois, qui désire accompagner cette réforme, la soutient de plus en plus ouvertement, tout en demandant une certaine retenue de la droite, essayant de la convaincre qu'elle a tout intérêt à gouverner «au centre» et à ne pas opérer cette année «trop» d'atteintes dans les prestations publiques qui pourraient mettre la puce à l'oreille du citoyen d'ici au 12 février prochain, date à laquelle nous voterons sur la RIE III fédérale. Relevons qu'il n'est pas crédible de s'opposer à la réforme sur le plan fédéral tout en la jugeant acceptable à l'échelon cantonal.

Les choses débutaient pourtant bien en septembre, le Conseil administratif ayant déposé un projet de budget qui faisait quelques pas dans le sens des demandes d'Ensemble à gauche, en respectant notamment les mécanismes salariaux des employés de la Ville, en régularisant enfin les derniers emplois de solidarité du Musée d'art et d'histoire, et en augmentant de 500 000 francs la solidarité internationale pour nous rapprocher de 0,7% du budget annuel de fonctionnement, une goutte d'eau pour la ville prospère qu'est Genève, mais indispensable à la coopération au développement, à l'aide humanitaire et à la promotion de la défense des droits humains. L'enveloppe destinée à accueillir dans de bonnes conditions les migrants nous semblait également une évidence, cela restant évidemment une compétence du Canton, mais à défaut de moyens suffisants mis en œuvre par celui-ci et les personnes à accueillir se trouvant sur le territoire communal, la Ville se doit de réserver des conditions d'accueil et un accompagnement dignes, ce qui est aussi le garant d'une certaine paix sociale. Restait en suspens notre demande d'internalisation des nettoyeurs-euses pour lutter contre le dumping salarial en vigueur dans le secteur et la vague promesse d'entrer en matière un jour sur une demande qui date de 2008. Mais nous avons salué une apparente volonté, dégagée par ce premier projet de budget, de maintenir et renforcer les prestations délivrées par la Ville en faveur des familles, de la culture, de la petite enfance, de l'action sociale et de la solidarité internationale, comme autant de garanties du maintien du lien social et économique en une période d'accroissement des inégalités et de paupérisation de la population.

Voici cependant qu'en novembre, le prétexte d'une légère baisse des rentrées fiscales a conduit le Conseil administratif à devancer l'Entente élargie par des coupes à hauteur de 4 millions, tout en espérant que cet effort complaisant suffirait à calmer les ardeurs de cette droite qui réclame en réalité 15 millions d'excédents dans le budget 2017, puis 15 millions dans le budget 2018, puis 15 millions dans le budget 2019 et ainsi de suite pour arriver à 60 millions et des poussières.

Pour légitimer ces 4 millions de coupes, nous entendrons de la part de la magistrate en charge des finances qu'il s'agit de coupes «indolores», quand ce qu'il faut absolument comprendre c'est qu'aujourd'hui nous ne sommes qu'au début d'un processus. Ce premier grignotage des moyens de l'action publique, initié par un collège à majorité de gauche, montrant la voie à la droite, «oui, il est permis de couper», est le fruit d'une collaboration pour accompagner le choix politique le plus catastrophique de ces dernières décennies et contre l'intérêt du plus grand nombre.

Nous savons désormais que la droite ne se contentera pas des 4 millions de coupes que propose le Conseil administratif. Sa volonté de mettre au régime d'austérité la Ville de Genève, tout en accordant des cadeaux fiscaux aux entreprises les plus riches du canton, est bien affichée. Peut-être cependant, tous les yeux étant rivés sur la RIE III, fera-t-elle le poing dans la poche cette année pour ne pas couper 15 millions mais «seulement» 7 ou 8 millions, le temps d'essayer de vendre la réforme aux citoyens comme une garantie de prospérité pour l'économie genevoise, de maintien et de créations d'emplois, occultant sciemment que sa mise en application ira de pair avec le démantèlement programmé du service public, dès l'année prochaine, à l'échelon aussi bien cantonal que communal, avec forcément des pertes d'emplois et la détérioration des conditions de travail des 4500 employés de la Ville.

Si aujourd'hui la gauche en Ville de Genève décidait de s'accommoder de coupes à hauteur de 4 millions parce qu'opérées par un Conseil administratif de même tendance politique, si nous faisons mine de les trouver «indolores», alors nous serions contraints d'accepter aujourd'hui et demain d'autres arbitrages dans un contexte économique et social où les besoins des citoyens ne vont cesser de s'accroître en même temps que vont se creuser les inégalités, en conduisant certains dans un état d'urgence sociale.

Ensemble à gauche ne bradera pas les intérêts à long terme des citoyennes et citoyens de notre Ville, les intérêts des entités subventionnées qui participent à la prospérité et au rayonnement de Genève, ni les intérêts des petites entreprises et des artisans qui font l'essentiel du tissu économique de Genève et qui sont eux aussi créateurs de richesse.

Ensemble à gauche s'opposera à toute péjoration du budget tel qu'il a été déposé en septembre et refusera donc l'amendement déposé par le Conseil administratif, en lui demandant de revenir à sa première version.

Nous refuserons également les amendements du premier train de mesures de la nouvelle répartition des tâches entre le Canton et la Ville, opération qu'on nous promet financièrement neutre, tout en étant dans l'incapacité de nous démontrer le tour de passe-passe par lequel elles ne pèseront pas à terme sur l'équilibre financier de la Ville.

Bien que notre position au sujet de la loi sur la répartition des tâches (LRT) ne puisse être que symbolique car nous sommes devant une décision imposée par le Canton, il apparaît essentiel à Ensemble à gauche de signaler que, malgré une loi-cadre dont il accoucha dans la difficulté, le Canton échoue à mettre en place une politique culturelle digne de ce nom, démissionne et transfère la charge à la Ville de Genève. Soit. Nous ne pouvons qu'en prendre acte. Le contexte politique a de quoi inquiéter les acteurs culturels qui se retrouveront désormais à la merci d'un «guichet unique», faisant peser sur eux aussi la menace d'une dégradation de leurs conditions de vie et de création.

Si l'opération de compensation financière brumeuse que nous présente le Canton pour faire passer la pilule ne se concrétise pas par une opération véritablement neutre pour la Ville de Genève, et on est train de jouer les apprentis sorciers, cela fragilisera davantage le tissu culturel local, ce qui mènera, à terme, à des choix difficiles qui affecteront la diversité de l'offre culturelle et les emplois dans ce domaine.

Nous sommes bien face à un report de charges sur la Ville, avec une «promesse» plutôt vague de compensation dont aujourd'hui personne pas même le Canton n'a les réels tenants, avec en toile de fond pour les acteurs culturels également l'impact de cette réforme fiscale qui fera perdre 78 millions à l'ensemble des communes genevoises et les rendra certainement frileuses à participer financièrement à la politique culturelle supportée désormais presque exclusivement par la Ville. Nous entendons déjà la droite élargie entonner son hymne à «l'efficacité» dès le projet de budget 2018 tout en coupant une fois encore dans les subventions culturelles.

Ensemble à gauche invite le Parti socialiste et les Verts à nous rejoindre, à se poser comme pôle de résistance contre toutes les détériorations du budget 2017 déposé en septembre et à devenir lisibles pour la population, en cessant le grand écart qui consiste à décrier la RIE III fédérale tout en affichant un soutien même conditionné à la RIE III cantonale, car celle-ci s'avérera aussi être une catastrophe pour Genève si elle passe et tout le monde sait ici qu'aucune «mesurette» d'accompagnement ne pourra pallier le trou béant que cela créera dans les finances publiques.

Notre responsabilité aujourd'hui ne s'arrête pas à doter la Ville d'un budget 2017, mais va au-delà de cette temporalité-là.

La responsabilité qui nous incombe est de refuser avec clarté et transparence le bradage des intérêts de nos concitoyens et concitoyennes sur un plus long terme. Et cette bataille, il faut la mener dès maintenant.